

**PROGRAMME
CLIMAT, ÉNERGIE
& SÉCURITÉ**

L'INITIATIVE ONE PLANET : QUEL BILAN POUR UNE GOUVERNANCE CLIMATIQUE MONDIALE LIBÉRALISÉE DANS L'ÈRE POST-ACCORD DE PARIS ?

PAR FRANCK MITHIEUX

ÉTUDIANT À IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

FÉVRIER 2020

ANALYSE #14

"To all scientists, engineers, entrepreneurs, responsible citizens who were disappointed by the decision of the President of the United States, I want to say that they will find in France a second homeland." C'est par ces mots, en anglais, que le 1er juin 2017, Emmanuel Macron, quelques jours seulement après avoir accédé à la présidence de la République française, condamne le choix de Donald Trump de quitter l'Accord de Paris. Si bien sûr, le consensus international autour de l'Accord lui permet cette allocution¹ volontariste et dénonciatrice, celle-ci marque l'engagement particulier de la France sur la scène environnementale internationale, souhaité par le chef de l'État français, dans la continuité de la COP21.

Dès le mois de décembre de la même année, il lance ainsi, aux côtés de l'Organisation des Nations unies (ONU), de la Banque Mondiale, et de la Bloomberg Philanthropies, le sommet One Planet. Grand rendez-vous des volontaires en faveur du climat, il est le lieu où « *chacune et chacun* » vient « *expliquer les engagements que nous prenons fermement pour changer ce qui est devenu aujourd'hui comme une fatalité* »². Catalysatrice d'annonces, la plateforme ainsi créée s'inscrit dans l'héritage d'un Accord de Paris dorénavant central dans le processus climatique³.

Depuis, trois éditions du sommet se sont déjà tenues, deux globales, et une dédiée au continent africain. À l'aube d'une année 2020 qui en promet deux nouvelles (un sommet dédié à l'Océanie en avril et un sommet global en juin à l'occasion du congrès de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN) à Marseille), nous proposerons dans cet article une analyse de la forme et des résultats de cette plateforme, afin d'en tirer quelques premières conclusions. Nous questionnerons les orientations de la gouvernance climatique mondiale qui se dessine dans l'ère post-Accord de Paris, la ligne défendue par Emmanuel Macron à travers cette initiative, ainsi que ses premiers résultats.

L'ACCORD DE PARIS, POUR UNE NOUVELLE GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE

L'Accord de Paris, qui s'appuie sur les bases de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée à New York le 9 mai 1992, pose, au sein de son article 2, des ambitions très élevées pour les Parties (au présent Accord, c'est-à-dire les États signataires), notamment en souhaitant contenir « *la température moyenne*

¹ Déclaration d'Emmanuel Macron suite au retrait des États-Unis de l'Accord de Paris, le 1er juin 2017. (en anglais). Source disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/06/02/declaration-suite-au-retrait-des-etats-unis-de-laccord-de-paris-en-anglais> [consulté le 18 juillet 2019]

² Discours introductif d'Emmanuel Macron au sommet One Planet, le 12 décembre 2017. Source disponible sur <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/12/12/discours-introductif-du-president-de-la-republique-au-one-planet-summit> [consulté le 18 juillet 2019]

³ Henry, C. « L'Accord de Paris comme référence, tremplin et instrument de cohérence », *Revue d'économie politique*, vol. 126, 2016, pp. 487-497.

de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux préindustriels et en poursuivant l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels »⁴. À ces objectifs chiffrés, l'Accord vise également à renforcer « les capacités d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et en promouvant la résilience à ces changements et un développement à faible émission de gaz à effet de serre, d'une manière qui ne menace pas la production alimentaire », ainsi qu'à rendre « les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques. »

Au-delà de ses ambitions, l'Accord de Paris redéfinit les contours de la gouvernance climatique internationale en créant notamment les Contributions déterminées au niveau national (CDN) qui obligent les Parties à communiquer publiquement leurs émissions et les efforts mis en œuvre pour réduire celles-ci. Les Parties cherchent ainsi à atteindre le plus rapidement possible un plafond mondial d'émission de gaz à effet de serre. On assiste bien au souhait de la mise en action des Parties, sur la base d'objectifs clairs. Dans le même temps, l'Accord de Paris reconnaît pleinement la place déterminante des acteurs non étatiques pour atteindre ces objectifs.

C'est dans ce but que la décision 1-/CP.21⁵ qui officialise l'adoption de l'Accord de Paris le 29 janvier 2016, rappelle en préambule qu'elle convient « *de soutenir et de promouvoir la coopération régionale et internationale afin de mobiliser une action climatique plus forte et plus ambitieuse de la part de toutes les parties et des autres acteurs, y compris de la société civile, du secteur privé, des institutions financières, des villes et autres autorités infranationales, des communautés locales et des peuples autochtones* ». Cette même décision dédie ainsi sa partie V aux « entités non parties » avec deux points spécifiques qui s'attachent non seulement à « féliciter » les entités non parties pour les « efforts déployés (...) afin de faire face et de répondre aux changements climatiques », mais aussi à « inviter » ces mêmes entités « à amplifier leurs efforts et à appuyer des mesures destinées à réduire les émissions et/ou renforcer la résilience et diminuer la vulnérabilité aux effets néfastes des changements climatiques, et à faire état de ces efforts par le biais du portail des acteurs non étatiques pour l'action climatique ».

Ce portail⁶, dénommé NAZCA pour « *Non-State Actor Zone for Climate Action* » promet d'établir la transparence des promesses établies par les collectivités locales et les entreprises notamment. 17 093 acteurs non étatiques y étaient recensés au début du mois de février 2020, dont une grande majorité de villes, mais aussi 3 740 entreprises et 1 136 investisseurs. On voit alors se dessiner concrètement cette place importante prise par ces

⁴ Texte final de l'Accord de Paris. Accessible à cette adresse :

https://unfccc.int/files/essential_background/convention/application/pdf/french_paris_agreement.pdf [consulté le 18 juillet 2019]

⁵ Texte de la CCNUCC relatif aux décisions adoptées par la COP21. Accessible à cette adresse :

<https://unfccc.int/sites/default/files/resource/docs/2015/cop21/fre/10a01f.pdf> [consulté le 18 juillet 2019]

⁶ Portail NAZCA. Accessible à cette adresse : <https://climateaction.unfccc.int/> [consulté le 10 février 2020]

acteurs qui, en quelque sorte, se voient invités à communiquer leurs propres « contributions déterminées ».

L'INITIATIVE ONE PLANET COMME CATALYSEUR D'ANNONCES ET D'INITIATIVES

Le 12 décembre 2017, à la Seine Musicale de Boulogne-Billancourt, se réunissent plus de 4000 participants dont une cinquantaine de chefs d'États et de gouvernements. C'est la première édition du sommet One Planet, organisé à l'initiative de la France, mais aussi soutenu par les Nations unies et la Banque Mondiale. Emmanuel Macron, António Guterres et Jim Yong Kim président ainsi le sommet. De nombreuses personnalités, comme des maires de grandes villes ou des entrepreneurs, sont également présentes. Le sommet invite les Parties volontaires, avec 127 États représentés, ainsi que l'ONU, à y prendre part pour s'associer aux annonces élaborées avec les fondations philanthropiques, entreprises, banques, fonds, et organisations présentes. Il s'inscrit dans une dynamique, montante, d'implication des acteurs non étatiques au sein de la gouvernance climatique internationale. Des chercheurs comme Bäckstrand, Kuyper, Linnér et Lövbrand, parlent alors d'une nouvelle ère de « *multilatéralisme hybride* »⁷.

Les acteurs, souvent non étatiques, sont invités, sur une prestigieuse tribune, à venir annoncer leurs engagements en faveur du climat, face à un premier rang médiatique (Sean Penn, Arnold Schwarzenegger, Mike Bloomberg, Bill Gates, Leonardo DiCaprio, Richard Branson...), et soutenus, en arrière-plan, par de nombreux représentants d'États. La mise en scène se veut rassembleuse, novatrice et solennelle. Les représentants d'États et d'organisations internationales présents au fond de la scène rappellent ainsi leur soutien, l'importance du sommet, mais aussi, la supervision qu'ils assurent sur les annonces faites. Initialement basée sur les processus des conférences des Parties, la gouvernance internationale sur le climat semble alors favoriser le développement de cadres plus opérationnels qui place les acteurs privés en position importante. Elle espère ainsi se donner les moyens et les perspectives pour mettre en œuvre une lutte internationale efficace contre les dérèglements climatiques.

L'initiative One Planet compte à ce jour 50 annonces qui lui sont associées. Parmi elles, 31 ont été portées lors du premier sommet à Paris, 7 lors du second, à New York, et 10 lors du troisième, à Nairobi. Enfin, une annonce a été formulée lors du sommet du G7 à Biarritz en août 2019, et une dernière lors du Sommet Action Climat de l'ONU en septembre de la même année.

On observe ainsi un premier sommet particulièrement fourni, vitrine de l'initiative d'Emmanuel Macron, concentrant une forte diversité d'acteurs, de lieux et d'objectifs

⁷ Bäckstrand, Kuyper, Linnér, Lövbrand, "Non-state actors in global climate governance: from Copenhagen to Paris and beyond", *Environmental Politics*, 2017, pp. 561-579.

d'actions, ainsi que de modèles proposés. Pour illustrer cette diversité, prenons l'exemple de cinq engagements exprimés :

- la création du « *Caribbean Climate-Smart Accelerator* », coalition de partenaires publics et privés pour la mise en place d'une première « *climate smart zone* » dans les Caraïbes. Annoncé par Sainte-Lucie, Grenade, la Dominique et la fondation Virgin Unite de Richard Branson, le projet compte apporter 2,8 milliards de dollars de financement, sur les 8 nécessaires à la tenue des CDN annoncés par les États caribéens. Les financements proviendront notamment de l'Inter-American Development Bank, de la Caribbean Development Bank, de la Banque mondiale, mais aussi de la fondation Virgin Unite ;
- le soutien à la recherche agricole, et notamment aux semences génétiquement modifiées, annoncé et financé par la Bill & Melinda Gates Foundation à hauteur de 300 millions de dollars ;
- la création du « *Central Banks and Supervisors Network for Greening the Financial System* », coalition de huit banques centrales dont celle de la Chine, de la France ou encore de Singapour, pour le partage d'analyses et d'innovations en faveur des opportunités de financement de la transition écologique et la mesure des risques à long terme du changement climatique ;
- la création du « *Space Climate Observatory* », coalition internationale de recherche spatiale sur le climat initiée par le Centre national d'études spatiales (CNES) français. La coalition se dédie aux études des impacts du changement climatique et à une communication régulière de ses résultats aux décideurs et aux chercheurs. La Chine notamment, se joint à cette coalition ;
- la création et la signature par le *Global Covenant of Mayors* (GCoM,) le *Cities Climate Leadership Group* (C40) et l'*International Council for Local Environmental Initiatives* (ICLEI) de la *One Planet Charter*. Cette charte encourage les municipalités du monde entier à prendre des décisions ambitieuses en faveur des objectifs fixés par l'Accord de Paris, notamment en investissant dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les véhicules électriques ou la réduction des déchets.

À travers l'observation de ces engagements, on mesure la diversité des acteurs, des banques centrales aux philanthropes, et des actions invitées à être annoncées, de la mise en place d'une charte à l'annonce de la mobilisation de plusieurs milliards de dollars. Même si l'on comprend aisément que toutes ces initiatives entrent dans le cadre du respect de l'Accord de Paris, la dimension essentiellement déclarative du sommet est mise en évidence. Rien ne semblait imposé par les initiateurs, aucune ligne précise définie, simplement la mise en place d'une tribune privilégiée destinée à promouvoir toutes les « *actions concrètes* » mises en place pour agir face au changement climatique.

Dans une salle de l'Hôtel Plaza de New York (États-Unis), le 26 septembre 2018, en parallèle de l'Assemblée générale de l'ONU, le second sommet One Planet recueille cette

fois seulement sept annonces. Deux projets économiquement ambitieux sont toutefois présentés :

- le projet de la Banque mondiale de réunir avant 2025 plus de 5 milliards de dollars en faveur du financement de batteries de stockage d'énergie dans les pays en développement ;
- la création d'un fonds de 1,4 milliard de dollars nommé « *Subnational Climate Fund for Africa* » et dédié à l'identification, le développement et le financement de projet de gestion de déchets, d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, dans 15 pays africains. Cette initiative est portée encore une fois par une coalition large mêlant le R20 Regions of Climate Action et le GCoM à un ensemble d'investisseurs africains.

Sept mois après un premier sommet One Planet grandiose par ses invités et son emplacement, et qui avait duré toute une journée, la seconde édition, toujours co-organisée par la France, l'ONU et la Banque mondiale, mais aussi plus officiellement cette fois par Bloomberg Philanthropies, durera seulement deux heures et trente minutes⁸. Le temps de quelques discours, de faire un point sur l'évolution des engagements pris en 2017, et l'annonce par les acteurs concernés des sept nouveaux engagements. Les invités sont toujours prestigieux avec notamment Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Jacinda Ardern, Première ministre de Nouvelle-Zélande ou encore Bill Gates, co-président de la Fondation Bill & Melinda Gates. Mais le nombre d'acteurs présents et de pays représentés est bien moindre, alors que l'Assemblée générale de l'ONU débute à un kilomètre de là. Emmanuel Macron parle alors de « *club de la planète unique* ». L'imaginaire du grand sommet, fourmillant et prometteur d'échanges, laisse place alors à une salle de 300 à 400m² où se retrouvent une centaine d'invités venus écouter une série de discours. L'impression est plus à la « scène ouverte » et au point d'étape.

Ce sommet de New York confirme par ailleurs l'inscription dans la durée de la démarche One Planet, avec la création du One Planet Lab, groupe pérenne et consultatif de « *personnalités influentes du monde des affaires, des institutions financières internationales et du monde universitaire* » qui a pour objectif « *d'enrichir les futurs One Planet Summits de propositions novatrices pour la coopération internationale* »⁹. On verra notamment ce groupe porter l'annonce du « *Fashion Pact* »¹⁰ à la fin du mois d'août 2019 lors du G7 de

⁸ Communiqué de presse commun du second sommet One Planet à New York, 14 septembre 2018. Accessible à cette adresse : https://www.oneplanetsummit.fr/sites/default/files/2018-09/2018.09.13_CP_OnePlanetSummit.pdf [consulté le 16 août 2019]

⁹ Communiqué de la CCNUCC, « Le One Planet Summit 2018 a donné lieu à de nombreuses nouvelles initiatives », le 27 septembre 2018. Accessible à cette adresse <https://unfccc.int/fr/news/le-one-planet-summit-2018-a-donne-lieu-a-de-nombreuses-nouvelles-initiatives> [consulté le 12 janvier 2020]

¹⁰ Communiqué des entreprises du Fashion Pact, « 32 ENTREPRISES MONDIALES LEADERS DE LA MODE ET DU TEXTILE S'ENGAGENT SUR LE CLIMAT, LA BIODIVERSITÉ ET LES OCÉANS », le 23 août 2019. Accessible à cette adresse : <https://thefashionpact.org/download?id=319&pn=Communiqu%C3%A9%20de%20presse> [consulté le 10 février 2020]

Biarritz, puis celle de la « *One Planet Business coalition for biodiversity* »¹¹ en septembre 2019 lors du Sommet Action Climat de l'ONU. Cette initiative a ainsi le mérite de transformer légèrement la nature de l'initiative One Planet, en lui offrant une plateforme continue de proposition et de réflexion, la situant dorénavant au-delà de la simple tribune et de l'outil de suivi. Elle permet la mise en action de l'initiative One Planet en dehors des sommets.

Le 21 mars 2019, à Nairobi (Kenya), c'est un sommet One Planet quelque peu repensé qui se réunit. Uniquement concentrée sur les efforts à déployer en Afrique, cette troisième édition regroupe à nouveau dirigeants politiques, organisations internationales, chefs d'entreprises et financiers dans la même salle. Mais cette fois-ci, à leurs côtés, « *porteurs de projets et personnalités inspirantes* », venus de toute l'Afrique, s'expriment également, pour présenter des réalisations et « *susciter de nouvelles coalitions et nouveaux engagements* »¹². La dimension sommet se fait plus visible qu'à New York, avec des prises de paroles diversifiées et des tables rondes. Au terme de la journée, 10 nouveaux engagements sont annoncés, avec pour unique lieu d'action l'Afrique. Parmi leur diversité, on retrouve par exemple :

- l'annonce par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) de nouveaux programmes de subventionnement de projets durables en Afrique, avec 150 millions de dollars engagés pour les forêts, 125 millions pour l'alimentation et l'agriculture, 50 millions pour lutter contre le commerce illicite d'espèces sauvages, et 40 millions pour la durabilité des villes ;
- la création de l'Alliance Mondiale pour les Villes Intelligentes en Afrique (GASCA), coalition originale du R20, de la Fondation DiCaprio et d'entreprises comme Africa Development Solutions Group, JCDecaux, Signify et la Société Générale ;
- le lancement du programme « Desert to Power » par l'entreprise SolarPlaza, l'organisation internationale International Renewable Energy Agency (IRENA), ainsi que l'Agence française de développement (AFD) et le Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD). À terme, c'est un projet à plus de 10 milliards de dollars qui est annoncé, pour faire du Sahel la plus vaste zone d'énergie solaire au monde.

Ce sommet One Planet régional pourrait bien en inspirer d'autres, dans des zones de développement. Le prochain devrait d'ailleurs se tenir en Polynésie, pour un sommet One Planet océanien en avril 2020. On observe alors, que si les sommets One Planet sont remarqués par la diversité des acteurs invités et des engagements qui en découlent, ils représentent avant tout une vitrine modulable, portée par la France, l'ONU, la Banque

¹¹ Communiqué de la coalition d'entreprises One Planet for biodiversity, « NINETEEN LEADING COMPANIES JOIN FORCES TO STEP UP ALTERNATIVE FARMING PRACTICES AND PROTECT BIODIVERSITY, FOR THE BENEFIT OF PLANET AND PEOPLE », le 23 septembre 2019. Accessible à cette adresse : https://op2b.org/wp-content/uploads/2019/09/OP2B_Press_release.pdf [consulté le 10 février 2020]

¹² Communiqué du sommet One Planet, « L'engagement de l'Afrique », le 14 mars 2019. Accessible à cette adresse : https://www.oneplanetsummit.fr/sites/default/files/2019-03/AFRICA%20PLEDGE%20-%20VF%20-19-03_2.pdf [consulté le 21 août 2019]

mondiale et la Bloomberg Philanthropies. Prêt à être déployé ici ou là, parfois associé à d'autres événements, ce catalyseur One Planet vient visibiliser les efforts déployés par nombre d'acteurs internationaux, dans la lignée de l'Accord de Paris.

ANALYSE DES 50 ANNONCES DE L'INITIATIVE ONE PLANET

Pour cette étude, précisons que les fonds mobilisés sont observés à court terme. Le choix a été fait de prendre en compte les mises à disposition avant l'année 2020. En guise de base de comparaison, l'étude se sert ainsi de l'objectif des 100 milliards de dollars par an mobilisés pour les pays en développement, décidé en 2009 lors de la COP de Copenhague. Si les sommes mises à disposition s'étalent dans le temps, alors seule est conservée la somme calculée au prorata entre le moment de déclaration et la fin de l'année 2020. Sont exclues des sommes engagées : l'engagement d'un milliard de dollars la Breakthrough Energy Coalition, engagés « à long terme » ainsi que les 10 milliards de dollars du projet « Desert to Power », engagés « à terme » sans qu'aucune date ne soit précisée. Pour ces deux projets, on peut supposer des investissements sur un temps long, qui dépasse largement le cadre d'étude 2018-2020.

L'analyse qui suit s'appuiera sur des statistiques particulières, repérées par l'auteur et tirées de l'annexe.

L'initiative One Planet est d'abord celle du verdissement de la finance. Près d'un tiers des mesures annoncées sur les trois sommets et événements annexes concernent la création d'alliances ou de coalition d'investisseurs, décidés à verdir leur activité et à user de leur influence pour promouvoir des politiques publiques et des comportements d'entreprises plus favorables au climat. Citons parmi ces mesures la création de « *Global Urbis* », cadre commun des banques publiques d'investissement pour faciliter l'accès des municipalités à des prêts pour des projets durables et potentiellement risqués, ou encore, l'engagement de l'International Development Finance Club (IDFC) et des Banques multilatérales de développement (MDB), c'est-à-dire de trente banques de développement majeures, à respecter l'Accord de Paris. Si ces mesures concernent un nombre conséquent d'acteurs, souvent très importants de par la masse d'actifs qu'ils gèrent, elles n'en demeurent pas moins pour le plus souvent vagues et sans réelles garanties. Dans le cadre d'un Accord de Paris peu contraignant, le résultat possible de ces annonces est difficile à quantifier. Il faut toutefois remarquer des intentions potentiellement décisives, notamment quand l'on observe six fonds souverains pesants plusieurs milliers de milliards de dollars (Émirats arabes unis, Koweït, Norvège, Arabie Saoudite, Qatar, Nouvelle-Zélande) ou huit banques centrales majeures (Chine, Singapour, Mexique, France, Royaume-Uni, Allemagne, Hollande, Suède) exprimer leur volonté de se tourner vers des investissements plus verts.

La philanthropie tient également une place majeure dans ce sommet, puisqu'un projet sur cinq est associé à une fondation. Souvent critiquées et jouant pourtant un rôle important sur le plan international (la Fondation Gates étant à titre d'exemple le second financeur de l'Organisation mondiale de la santé derrière les États-Unis) les fondations privées semblent avoir trouvé au sein du sommet One Planet une tribune de choix sur la thématique environnementale. Sponsor principal de la première édition du sommet, puis co-organisatrice de la seconde édition, la Bloomberg Philanthropies a pu y faire quelques annonces et Mike Bloomberg s'est affiché de nombreuses fois aux côtés d'Emmanuel Macron. Ainsi, bien qu'elles soient habituées à échanger avec les décideurs, il n'est pas fréquent que les fondations philanthropiques puissent se placer à un tel niveau d'influence.

La distribution des 50 annonces selon la « *typologie des acteurs* » se fait de la façon suivante : 5 engagent uniquement des acteurs privés, 23 sont portées par des acteurs exclusivement publics et 22 sont le résultat d'associations public-privé. Cependant, si l'on dépasse ce facteur et que l'on se concentre sur les sommes promises engagées entre 2018 et 2020, on se rend compte que ce sont ces associations public-privé qui fournissent l'essentiel des financements. Ces dernières regroupent autour de 10 milliards de dollars de promesses, alors que les annonces portées par le privé concentrent à peine 308 millions de dollars (subventions accordées par des fondations), et celles du public, autour du milliard de dollars. Le sommet One Planet atteint ainsi pleinement son objectif, celui de former « *une coalition de mobilisation et d'action qui rassemble, selon des modalités propres à chaque initiative, des acteurs étatiques et non étatiques sur tous les continents* »¹³. S'il est aujourd'hui convenu que la puissance d'investissement publique est moindre et s'affaiblit face à celle du privé¹⁴, alors la démarche de les mettre en synergie peut sembler pertinente. Antonio Guterres le soulignait d'ailleurs en ouverture du premier sommet : « *Finance could be, should be and will be the decisive factor* » (La finance pourrait, devrait, et sera le facteur décisif. *Traduction de l'auteur*). Les États n'envisagent plus de pouvoir résoudre la crise climatique sans intervention des acteurs privés. Pourtant, si la puissance publique est théoriquement associée à la construction et la défense de biens communs, la puissance privée se définit avant tout par la création de richesse et la recherche du profit. Deux objectifs compatibles avec les défis posés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et l'Accord de Paris ?

Autre statistique intéressante : la distribution des annonces entre adaptation, atténuation et projets transversaux. On compte ainsi 13 annonces en faveur de l'adaptation face au changement climatique, 22 pour l'atténuation et 15 qui peuvent être jugées transversales. Sur les sommes engagées promises, projets d'atténuation et transversaux s'équilibrent,

¹³ Site du sommet One Planet, « Une coalition pour faire la différence ». Accessible à cette adresse : <https://www.oneplanetsummit.fr/une-coalition-pour-faire-la-difference-5> [consulté le 29 août 2019]

¹⁴ Chancel, Alvaredo, Piketty, Saez, Zucman, "World Inequality Report 2018", *World Inequality Lab*, 2018, p. 14. Accessible à cette adresse : <https://wir2018.wid.world/files/download/wir2018-full-report-english.pdf> [consulté le 27 juillet 2019]

chacun autour de 5 milliards de dollars. Les treize projets d'adaptation ne regroupent eux qu'un seul milliard. Pour analyser ces chiffres, il est intéressant de partir des conditions posées par l'Accord de Paris et des analyses du rapport d'Oxfam « 2018 : Les vrais chiffres des financements climat »¹⁵. En effet, au sein de l'article 9.4 de l'Accord de Paris, il est spécifié que « *la fourniture de ressources financières accrues devrait viser à parvenir à un équilibre entre l'adaptation et l'atténuation, en tenant compte des stratégies impulsées par les pays et des priorités et besoins des pays en développement Parties, notamment de ceux qui sont particulièrement vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques et dont les capacités sont très insuffisantes comme les pays les moins avancés, et les petits États insulaires en développement* ». Ainsi, si le terme d'« équilibre » n'appelle pas nécessairement à une égalité parfaite des financements entre atténuation et adaptation, on comprend qu'il serait préférable que les deux facteurs convergent. Si l'atténuation des émissions par les pays riches et les pays développés est en effet centrale dans la lutte contre le changement climatique, celui-ci représente une réalité dont les pays les moins avancés (PMA) et les États insulaires souffrent déjà. Financer massivement leur adaptation est donc une mesure de justice climatique tout aussi importante.

Pourtant, si on reprend les chiffres présentés par Oxfam dans son rapport, les parts mondiales des financements pour l'atténuation, l'adaptation et transversaux entre 2015 et 2016, se distribuent ainsi : 20% pour l'adaptation, 71% en faveur de l'atténuation, et 9% dédiés à des actions transversales. L'ONG en tire une conclusion sans équivoque « *Il est urgent de prendre des mesures pour remédier au déficit du financement de l'adaptation afin de parvenir à un juste équilibre entre la part des financements allouée à l'adaptation et celle à l'atténuation, conformément à l'Accord de Paris. Les actions pour l'adaptation n'ont pas le même potentiel pour attirer les financements privés que l'atténuation, ce qui rend d'autant plus impératif d'augmenter les financements publics, en particulier l'aide sous forme de subventions.* ». Quelques années plus tard, c'est l'exacte même tendance qui est observée au fil des sommets One Planet. Si, dans une optique conservatrice, on partage équitablement les promesses des bailleurs de fonds faits sur les projets transversaux, entre adaptation et atténuation, l'ensemble des fonds engagés au cours des sommets One Planet pour l'adaptation (3,5 milliards de dollars) représente moins d'un tiers du total (11 milliards de dollars). L'équilibre n'est pas respecté et les recommandations formulées par l'Accord de Paris restent sans réponse.

Enfin, quel impact financier peut-on attribuer à ce sommet One Planet ? Au total, nous pouvons estimer que 11 milliards de dollars seront engagés sur trois ans, de 2018 à 2020. Ainsi, en divisant cette somme par trois, on arrive à une estimation de 3,7 milliards de dollars supplémentaires mobilisés, par an, grâce aux annonces formulées. Ces chiffres sont à mettre en rapport avec les 100 milliards par an, promis par les pays les plus riches

¹⁵ Rapport d'Oxfam, « 2018 : Les vrais chiffres des financements climat », 2018. Accessible à cette adresse : https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-climate-finance-shadow-report-030518-fr.pdf [consulté le 16 août 2019]

aux pays développés d'ici à 2020 lors de la COP15. En 2017, l'OCDE annonçait que cette mobilisation de fonds d'origine publique s'élevait à 56,7 milliards de dollars, et devrait atteindre les 66,8 milliards en 2020¹⁶. Il faudrait ajouter à cette somme les fonds d'origine privée, mais comme soulevé par le rapport d'Oxfam cité plus tôt, ces fonds restent difficiles à estimer. Le dernier chiffre en date remonte à 2014, avec une estimation de l'OCDE à 16,7 milliards de dollars. En 2013, cette somme s'élevait à 12,8 milliards. On peut ainsi noter une croissance assez importante entre les deux années et supposer une tendance relativement similaire depuis. Trois années plus tard, on peut estimer que cette mobilisation de fonds privés s'élève sûrement au-delà des 20 milliards de dollars, ce qui situerait le total des fonds mobilisés pour les pays en développement en 2017 autour des 80 milliards. Ce chiffre reste à prendre avec beaucoup de précautions, puisqu'issu d'un travail d'estimation effectué par l'OCDE qui a été très critiqué par de nombreuses ONG, dont Oxfam. Ainsi, en s'appuyant sur ces chiffres, les 3,7 milliards de dollars promis par les annonces du sommet One Planet représenteraient une augmentation de 4,6% par rapport au total des fonds regroupés en 2017.

Le résultat laisse perplexe pour deux raisons. D'abord, l'initiative One Planet étant avant tout un lieu d'annonces, rien ne permet d'affirmer que les promesses qui y sont déclarées n'auraient pas été prises par ailleurs. En effet, les sommets créent une dynamique et permettent de rendre les annonces visibles, sans toutefois en être les supports de création. Ensuite, si ces sommes peuvent paraître importantes dans l'absolu, cet objectif des 100 milliards de dollars est à relativiser sur l'échelle de la finance internationale. Il représente un sixième du budget militaire américain en 2017 (605 milliards de dollars¹⁷), ou une somme légèrement inférieure au financement assuré en 2017 par les trente-six plus grandes banques du monde pour les énergies fossiles les plus polluantes (115 milliards de dollars), c'est-à-dire « *les sables bitumineux, les forages en Arctique et en eaux profondes, les mines et centrales de charbon et l'exportation de gaz liquéfié* »¹⁸, d'après le Rainforest Action Network. C'est une somme qui peut donc faire une différence, mais qui est loin d'être suffisante pour régler les défis des pays en développement. Oxfam estime par exemple que les seuls efforts d'adaptation dans les pays développés pourraient s'élever à plus de 1 000 milliards de dollars par an à l'horizon 2050, même avec une trajectoire de réchauffement inférieure à 2°C¹⁹.

¹⁶ OCDE, « Climate finance from developed to developing countries. Public flows in 2013-17 », novembre 2018. Accessible à cette adresse : <https://www.oecd.org/environment/cc/Climate-finance-from-developed-to-developing-countries-Public-flows-in-2013-17.pdf> [consulté le 16 août 2019]

¹⁷ SIPRI Military Expenditure Database, 2019. Accessible à cette adresse : <https://www.sipri.org/databases/milex> [consulté le 24 juillet 2019]

¹⁸ Rainforest Action Network, « Banking on Climate Change, Fossil Fuel Finance Report Card 2018 », mars 2018. Accessible à cette adresse : https://www.ran.org/wp-content/uploads/2018/03/Banking_on_Climate_Change_2018_final.pdf [consulté le 24 juillet 2019]

¹⁹ F. Baarsch et al., « Impacts of low aggregate INDCs ambition: Research commissioned by Oxfam, Technical summary. » *Climate Analytics*, 2015. Accessible à cette adresse : <https://www.oxfam.org/en/research/impacts-low-aggregate-indcs-ambition> [consulté le 24 juillet 2019]

Pour conclure, il est intéressant d'observer que plus de la moitié des annonces formulées lors des sommets One Planet par les bailleurs de fonds impliquent au moins un acteur français, qu'il soit public ou privé. Bien sûr, cela ne revient pas à dire que plus de la moitié des fonds promis viendront de l'hexagone, mais l'empreinte française, voire son emprise, sur ce sommet international est indéniable. La volonté d'Emmanuel Macron de se placer au centre du processus environnemental international semble ainsi, en partie, se matérialiser via l'initiative One Planet.

RÉCIT ET PERFORMANCE, MAÎTRES-MOTS D'UNE GOUVERNANCE CLIMATIQUE LIBÉRALISÉE

De nombreux chercheurs ont travaillé sur l'articulation entre les recommandations du GIEC et les dispositions décidées lors de l'Accord de Paris. Beaucoup y voient un tournant important dans le modèle de gouvernance internationale du climat.

Historiquement, la gouvernance environnementale internationale prend forme en 1972, avec la Conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm. Pour la première fois, ce premier des « Sommets de la Terre » place la question environnementale au centre des débats internationaux. Dans les années 1980, les inquiétudes quant au trou dans la couche d'ozone vont donner lieu à plusieurs accords contraignants dont le fameux protocole de Montréal en 1987. L'accord établit alors des obligations pour la réduction de la production de chlorofluorocarbones (CFC). En 1992, au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, lieu de création de la CCNUCC, si les textes adoptés ne sont pas contraignants, la Déclaration de principe sur les forêts²⁰ démontre au minimum la volonté normative des Parties, avec l'utilisation récurrente du verbe « *should* » ou « *devrait* » en français.

À partir de 1997, le protocole de Kyoto, destiné à réduire les émissions de gaz à effet de serre, engage plus encore les États sur la voie d'une gouvernance régulatoire, et qui malgré ses flexibilités (le protocole de Kyoto comprend trois mécanismes facilitant son application), s'inscrit dans un modèle où les sanctions aux Parties sont possibles. On parle alors de négociations internationales dédiées au *rule making*²¹ avec pour objectif une harmonisation des lois entre les pays, ou la mise en place d'une législation applicable partout. On est alors dans un discours à forte tendance systémique, qui dicte l'action internationale à travers le prisme d'une interdépendance mondiale au sein d'une biosphère et d'un équilibre à protéger, face à un risque d'effondrement. Mais comme Jean-Frédéric Morin et Amandine Orsini le démontrent²², ce discours va évoluer avec le temps,

²⁰ Texte de l'Assemblée générale des Nations unies, « Déclaration de principes, non juridiquement contraignante mais faisant autorité, pour un consensus mondial sur la gestion, la conservation et l'exploitation écologiquement viable de tous les types de forêts », New York, 14 août 1992. Source disponible sur <https://www.un.org/french/events/rio92/aconf15126vol3f.htm> [consulté le 26 juillet 2019]

²¹ Zartman, W. « International multilateral negotiation », *Jossey-Bass Publishers*, San Francisco, 1994. Accessible à cette adresse : <http://pure.iiasa.ac.at/id/eprint/3989/1/XB-94-006.pdf> [consulté le 26 août 2019]

²² Morin & Orsini. *Politique internationale de l'environnement*, Les Presses Sciences Po, Paris, 2015.

pour prendre une tournure libérale. À partir de la fin des années 1990, les termes de « *développement durable* » et d'« *économie verte* » apparaissent. Les logiques de marché ne sont absolument pas remises en cause et le sommet de 2002 encouragera les États, pour la première fois, à établir des partenariats d'actions avec des acteurs non étatiques et notamment les entreprises. La déclaration finale du « sommet sur le développement durable » ne laisse d'ailleurs aucun doute sur ces intentions, en son article 14 : « *L'intégration rapide des marchés, la mobilité des capitaux et l'accroissement notable des flux d'investissements dans le monde entier sont sources de nouveaux défis, mais ouvrent aussi de nouvelles possibilités en matière de développement durable.* » Les auteurs parlent alors de « *dilution des préoccupations environnementales* », au sein d'une plus grande thématique, celle du développement. Karin Bäckstrand, professeur à l'Université de Stockholm, ira même jusqu'à questionner la possibilité que, dès ce sommet de 2002, les États se soient partiellement désengagés du processus environnemental, faisant reposer une partie conséquente de la responsabilité de l'action climatique sur les épaules d'acteurs non étatiques.²³

En 2009, la COP de Copenhague qui se voulait ambitieuse et souhaitait s'inscrire dans un cadre contraignant, proche de celui du protocole de Kyoto, échoue. À sa sortie, les États sont simplement invités à déclarer leurs objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'horizon 2020. Dans cette continuité, l'OCDE conceptualise la « *croissance verte* » en 2011 dans son rapport « *Vers une croissance verte* ». ²⁴ La Banque mondiale prendra rapidement position sur ce concept, l'estimant « *nécessaire et efficace* ». Depuis, beaucoup de chercheurs ont pourtant vivement critiqué le concept, estimant notamment insoutenable la croissance économique infinie, qui passe par l'exploitation des ressources terrestres, sur une planète finie²⁵.

Avec la COP21 et l'Accord de Paris, c'est ainsi une nouvelle gouvernance qui se dessine, résultat d'années de négociations et de sommets difficiles. Stefan Aykut parle alors de « *gouvernance incantatoire* »²⁶ à l'opposé d'une « *gouvernance productrice de régulations de type command and control* ». Il définit l'architecture de l'Accord de Paris par le « *triptyque* » suivant : « *des objectifs ambitieux et globaux présentés comme consensuels ; des instruments souples et néo-managériaux pour les atteindre ; et un récit enchanteur pour mobiliser l'ensemble de la "communauté internationale".* » On y retrouve tous les ingrédients de l'initiative One Planet. Des objectifs appuyés sur l'Accord de Paris, lui-

²³ Bäckstrand, K. « Multi-Stakeholder Partnerships for Sustainable Development: Rethinking Legitimacy, Accountability and Effectiveness. » *European Environment*, 16, pp. 290 - 306, 2006. Accessible à cette adresse : https://www.researchgate.net/publication/229796041_Multi-Stakeholder_Partnerships_for_Sustainable_Development_Rethinking_Legitimacy_Accountability_and_Effectiveness [consulté le 26 août 2019]

²⁴ OCDE, « Vers une croissance verte », Editions OCDE, 2011. Accessible à cette adresse : https://read.oecd-ilibrary.org/environment/vers-une-croissance-verte_9789264111332-fr#page1 [consulté le 25 juillet 2019]

²⁵ Jancovici, J.-M. « Dormez tranquilles jusqu'en 2100 et autres malentendus sur le climat et l'énergie », *Odile Jacob*, Paris, 2015.

²⁶ Aykut, S. « La "gouvernance incantatoire". L'Accord de Paris et les nouvelles formes de gouvernance globale. », *La pensée écologique*, 12 octobre 2017. Accessible à cette adresse : <https://lapenseeecologique.com/la-gouvernance-incantatoire-laccord-de-paris-et-les-nouvelles-formes-de-gouvernance-globale/> [consulté le 25 juillet 2019]

même appuyé sur les recommandations du GIEC, des instruments d'évaluations régulières annoncés, sans cadre contraignant. Et enfin, le « *récit enchanteur* » incarné par toutes ces personnalités et acteurs réunis, parfois médiatiques, venus partager leurs bonnes idées et affirmer leurs engagements en faveur de la planète. Le récit d'une alliance inédite, et d'une mobilisation de tous pour tenir l'Accord de Paris. Pourtant, derrière cette façade, on peut y voir, selon Stefan Aykut, l'échec d'un certain multilatéralisme, avec des organisations internationales incapables de regrouper les États autour de règles contraignantes et ambitieuses, potentiellement mieux adaptées à l'urgence climatique. Laurence Tubiana, négociatrice française en chef à la COP21, désigne elle-même l'Accord de Paris comme « *prophétie autoréalisatrice* »²⁷. L'emploi d'incantations peut-il suffire à relever le défi climatique ?

UNE PREMIÈRE TRADUCTION DE L'ACCORD DE PARIS QUI INTERROGE

Comment faire face aux défis environnementaux posés par la crise climatique, décrite et annoncée chaque année plus précisément par la communauté scientifique internationale ? Voilà la question autour de laquelle la gouvernance climatique mondiale gravite depuis une cinquantaine d'années. Sur ce temps long, la réponse proposée a beaucoup évolué, résultat de quelques succès, mais surtout de nombreux échecs. Face à crise climatique chaque jour un peu plus imposante et inquiétante, la forme de gouvernance aujourd'hui en place laisse pourtant perplexe sur sa capacité à y faire face.

À travers cette courte analyse des sommets One Planet, nous avons pu démontrer que celui-ci s'inscrit pleinement dans la lignée de la COP21. Il est l'un des outils qui permet à l'Accord de Paris de prendre vie. Emmanuel Macron en tire ainsi le meilleur, se plaçant à l'initiative et au cœur de l'action environnementale internationale.

L'étude précise des 50 annonces portées par l'initiative révèle cependant un impact potentiel a priori modeste des sommes promises. Il est intéressant de noter que l'engagement sans doute le plus déterminant des trois sommets, celui de la Banque mondiale de ne plus investir dans les énergies fossiles après l'année 2019, fait preuve d'un sentiment d'appartenance tout à fait modeste par rapport aux sommets One Planet. En effet, on peut supposer que cette décision aurait pu être prise par ailleurs, et que le sommet ne représente qu'une opportunité d'annonce. On comprend ainsi que l'initiative de la présidence française a pour principal intérêt d'entretenir ce récit d'une mobilisation internationale lancée lors de la COP21, sans être un important laboratoire de solutions.

²⁷ Barroux & Roger, « Laurence Tubiana : "L'Accord de Paris sur le climat est une prophétie autoréalisatrice" », *Le Monde*, 19 novembre 2016. Accessible à cette adresse : https://www.lemonde.fr/conferences-climat/article/2016/11/19/laurence-tubiana-l-election-americaine-sera-un-test-de-verite-pour-l-accord-de-paris_5033966_5024922.html [consulté le 25 juillet 2019]

Enfin, la libéralisation idéologique de cette nouvelle gouvernance internationale climatique soulève la question de l'efficacité de l'approche volontariste choisie. L'abandon de l'interventionnisme incarné par des régulations internationales semi-contraignantes et l'invitation adressée à la finance privée à se joindre au combat face au défi climatique représentent-ils un choix judicieux face aux prévisions alarmantes des scientifiques ? Si la question ne peut être ici pleinement tranchée, elle se pose en tous cas plus que jamais.

En octobre 2018, le rapport « *Aligning national and international climate targets* »²⁸ du World Resources Institute, soulignait que suite à l'Accord de Paris, 157 pays avaient déclaré des objectifs économiques en faveur de la baisse des émissions de gaz à effet de serre, mais seuls 58 d'entre eux les avaient traduits en termes de législation nationale. Pire encore, sur les 195 pays signataires, seuls 16 se placent alors dans une trajectoire qui respecte les objectifs de l'Accord. Derrière les mots, les actes tardent donc à suivre. ■

²⁸ World Resources Institute, "Aligning national and international climate targets", 29 octobre 2018. Accessible à cette adresse : <http://www.lse.ac.uk/GranthamInstitute/wp-content/uploads/2018/10/Aligning-national-and-international-climate-targets-1.pdf> [consulté le 30 août 2019]

Annexe - Les 50 annonces associées à l'initiative One Planet

Edition	Parties à l'annonce	Typologie des acteurs	Stratégie	Intitulé	Détails	Nouvelles sommes annoncées	Evolution OPS 2	Evolution OPS 3
OPS 1 Dec. 17	Sainte Lucie, Grenade, Dominique, Virgin Unite (R. Branson)	Public-privé	Transversale	Création du "Caribbean Climate-Smart Accelerator"	Coalition de partenaires publics et privés pour la mise en place d'une première "climate-smart zone". 2,8 milliards de \$ promis sur les 8 milliards de \$ nécessaires à la tenue des NDC par les Etats caribéens.	\$1Md : Inter-American Development Bank \$800M : Caribbean Development Bank \$100M : World Bank (WB) \$6M : Virgin Unite (pour les Iles Vierges Britanniques)		
	France, Commission européenne	Public-privé	Adaptation	Création du "Pacific Initiative on biodiversity, climate change and resilience"	Lancement d'une initiative pour l'adaptation face aux changements climatiques dans le Pacifique : rassembler des investisseurs et donateurs pour financer des projets durables (SDG)		Nouvelle-Zélande et Australie impliquées. €20M : Agence Française de Développement (AFD) et autres donateurs (2018)	
	Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), Mirova (Natisis)	Public-privé	Transversale	Création du "Land Degradation Neutrality Fund"	Groupe d'investisseurs pour l'usage durable des sols et la restauration des sols dégradés.	\$50M : European Investment Bank (EIB) \$40M : AFD		
	Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP), BNP Paribas	Public-privé	Transversale	Création des "Sustainable Finance Facilities"	Outil de mobilisation de financements pour des petits projets durables en agriculture et dans le domaine forestier	À venir Objectif : \$10Md d'ici 2025		
	Commission européenne, France, Bill & Melinda Gates Foundation (BMGF) et autres pays	Public-privé	Adaptation	Création de "DeSIRA"	Plateforme de programmes pour aider les paysans les plus pauvres à s'adapter aux changements climatiques.	\$650M du groupe d'ici 2020		
	BMGF	Privé	Adaptation	Soutien de la recherche agricole, notamment sur les semences (OGM)	Investissement dans la recherche agricole sur l'amélioration des semences, leur protection et leur gestion.	\$300M: BMGF d'ici 2020		
	Commune (organismes publics)	Public	Transversale	Création d'une plateforme d'incubation pour "100 projets autour de l'eau et du climat en Afrique"	Soutien à la plateforme d'incubation qui met en contact porteurs de projets et bailleurs de fonds (WB, AFD...)	€5M : Italie		
	BNP Paribas, BMGF, African Women in Agricultural Research and Development (AWARD), Agropolis Foundation	Public-privé	Adaptation	Création du "One Planet Fellowship Program"	Programme de 5 ans pour supporter les efforts scientifiques africains en terme d'adaptation.	\$15M : BNP Paribas, BMGF		
	Commission européenne	Public	Adaptation	Création du "European Solidarity Corps"	Programme pour proposer des opportunités de volontariat aux jeunes européens sur les sujets climatiques.	€7,3M : CE (en 2017)		
	France	Public	Adaptation	Création de la "Make Our Planet Great Again initiative"	Recrutement de chercheurs au sein d'un groupe de recherche au CNRS sur les impacts du changement climatique sur la pollution et les ouragans.	€30M : France		
	UE, European Investment Bank (EIB), European Bank for Reconstruction and Development (ERBD), Global Covenant for Mayors (GCoM)	Public-privé	Transversale	Création de "Global Urbis"	Cadre commun soutenu par des banques publiques d'investissement pour faciliter l'accès aux municipalités à des prêts pour des projets durables, potentiellement risqués.		Google participe à ce cadre en fournissant des "smart data". GCoM lance le programme de recherche "Innovate4Cities" visant à développer des actions locales.	
	GCoM, C40 Cities Climate Leadership Group (C40), International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI)	Public	Atténuation	Création de la "One Planet Charter"	Charte encourageant les municipalités à prendre des décisions ambitieuses, pour accélérer l'implémentation de l'Accord de Paris (énergies renouvelables, efficacité énergétique, véhicules électriques, bâtiments zéro-émission, réduction des déchets)			
	Coalition de 16 pays et 32 villes dont la France	Public	Atténuation	Création de la "Carbon Neutrality Coalition"	Déclaration comprenant des engagements vers la neutralité carbone d'ici, en accord avec l'Accord de Paris.		L'Espagne rejoint la coalition	
	OCDE	Public	Transversale	Création du "Paris Collaborative on Green Budgeting"	Groupe de travail, mené notamment par l'OCDE, avec des gouvernements, institutions et experts pour mener les États volontaires vers la création de budgets annuels "verts".			
	CNES (France)	Public	Adaptation	Création du "Space Climate Observatory"	Coalition internationale de recherche spatiale sur le climat, études des impacts et communication régulière avec les décideurs et la recherche			
	Royaume-Uni, Canada	Public-privé	Atténuation	Création de la "Powering Past Coal Alliance"	Coalition internationale de gouvernements et d'entreprises qui souhaitent décarboner leurs activités et l'utilisation d'énergie carbonnée.			
	UE	Public	Transversale	Création de la "Platform for Coal regions in transition"	Groupe de travail pour la transition des anciennes régions minières ou dépendantes des activités carbonnées. Accompagnement vers de nouvelles pratiques et mitigation des impacts sociaux de la transition.		Lancement par la Commission européenne de programmes pilotes	
	France, Inde	Public-privé	Atténuation	Création de l'"International Solar Alliance"	Coalition pour le développement de l'énergie solaire, la recherche et l'aide au financement du développement de cette technologie.	€1Md (d'ici 2022) : France \$1,4Md : Inde	Création d'un cadre réglementaire pour l'optimisation des investissements par le Togo.	Augmentation de l'objectif de l'AFD : €1,5Md d'ici à 2022
	Coalition de 6 pays, 5 villes, et 6 entreprises	Public-privé	Atténuation	Création de la "Transport Decarbonisation Alliance"	Coalition pour la formation d'un forum dédié à s'assurer que le secteur des transports prend des engagements pour tenir l'Accord de Paris			
	France	Public	Atténuation	Lancement de la déclaration "Tony de Brum"	Déclaration soutenue par 34 États au sein de l'Organisation maritime internationale (IMO) pour réguler les émissions de GES			
	France, Allemagne, Hollande, Suède, Royaume-Uni	Public	Atténuation	Vers un prix carbone plus élevé au sein de l'UE	Coalition de travail pour un prix carbone plus important en Europe, notamment sur des secteurs identifiés.			
	Canada, Mexico, Chili, Colombie, Costa Rica, et gouvernements infra-nationaux	Public	Atténuation	Déclaration sur le prix carbone dans les Amériques	Déclaration soutenue par plusieurs pays et gouvernements infra-nationaux américains pour la mise en place d'un prix carbone au sein des Amériques.			
	Michael Bloomberg pour la Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD) et Mark Carney pour la Bank of England	Public-privé	Atténuation	Création de la "TCFD Coalition"	Coalition de près de 500 entreprises pour la mise en place de reporting climatiques d'entreprises en accord avec les recommandations de la TCFD.			

ANALYSE #14 – PROGRAMME CLIMAT, ÉNERGIE et SÉCURITÉ / Février 2020

Edition	Parties à l'annonce	Typologie des acteurs	Stratégie	Intitulé	Détails	Nouvelles sommes annoncées	Evolution OPS 2	Evolution OPS 3
	Coalition de 8 banques centrales : Chine, Singapour, Mexique, France, Royaume-Uni, Allemagne, Hollande, Suède	Public	Atténuation	Création du "Central Banks and Supervisors Network for Greening the Financial System"	Coalition pour le partage d'analyses et d'innovations pour développer les opportunités de financement de la transition, et mesurer les risques à long terme du changement climatique.			
	UE	Public	Atténuation	Engagement de l'UE pour pousser le système financier à agir pour le climat	Ensemble de mesures et programmes pour encourager la finance à se verdier, comme la standardisation européenne des obligations vertes.		UE fait des annonces claires en terme d'investissements : "€320 bn : UE (2021 - 2027) = 25% du budget + €150Md (indirect) en soutenant les investissements durables avec "InvestEU"	
	Banque mondiale	Public	Atténuation	Engagement à arrêter de financer la production de gaz et de pétrole à partir de 2019				
	30 banques de développement : International Development Finance Club (IDFC), Banques multilatérales de développement (MDB)	Public	Atténuation	Engagement d'une trentaine de banques publiques de développement à respecter l'Accord de Paris.				
	6 fonds souverains : Emirats Arabes Unis, Koweït, Norvège, Arabie Saoudite, Qatar, Nouvelle-Zélande	Public	Atténuation	Création d'un groupe de travail pour les "Sovereign Wealth Funds"	Engagement du groupe de travail à accélérer la transition de ses investissements et à intégrer les risques financiers et les opportunités liées aux changements climatiques.		Engagement et discussions avec plus de 120 gestionnaires d'actifs.	
	Coalition de 225 investisseurs	Public-privé	Atténuation	Initiative de 225 investisseurs pour pousser les 100 entreprises les plus émettrices de GES à agir - "Climate Action 100+"	Engagement à pousser les 100 entreprises les plus polluantes en GES à : prendre en compte les risques climatiques, agir pour réduire leurs émissions de GES et mettre en place les recommandations de la TCFD.			
	Breakthrough Energy Coalition (BEC)	Public-privé	Atténuation	Elargissement de la BEC	Elargissement de la BEC pour inclure divers acteurs (banques, fonds, entreprises, fournisseurs d'énergie). Annonce d'investissement dans de jeunes entreprises à fort potentiel, proposant des technologies en capacité de contrer le changement climatique.	\$1Md (à long terme) : BEC		
OPS 2 Sept. 18	12 philanthropes et 3 gouvernements (France, Royaume-Uni, Canada)	Public-privé	Transversale	Création de la "Task force for philanthropy innovation"	Engagement des philanthropes dans l'application de l'Accord de Paris. Identification des mécanismes de collaboration avec les autres acteurs. Mobilisation de financements pour les énergies renouvelables, contre la pollution de l'air et pour une agriculture "climato-résistante"			
	France	Public	Transversale	Création du "One Planet Lab"	Groupe consultatif de personnalités influentes (affaires, institutions financières, monde universitaire) pour proposer des solutions innovantes lors des prochaines OPS. Plateforme de travail autour de l'initiative One Planet.			
	Banque mondiale	Public-privé	Atténuation	Accélération du déploiement de batteries de stockage de l'énergie dans les pays en développement.	Tripler la capacité des pays en développement d'ici à 2025.	\$1Md (d'ici 2025) : Banque mondiale \$4Md (d'ici 2025) : Autres investisseurs		
	ONU	Public	Transversale	Initiative de haut niveau sur la finance climat, visant à accélérer les investissements privés avant 2019 et le sommet climat.	Michael Bloomberg est désigné comme meneur de cette initiative.			
	Michael Bloomberg (ONU)	Public	Transversale	Création du "Wall Street Network on Sustainable Finance"	MB contribuera à réunir un réseau pour encourager l'innovation financière durable sur le marché des capitaux américains.			
	Coalition de philanthropes, gouvernements et investisseurs privés (dont BlackRock)	Public-privé	Atténuation	Création du "Climate Finance Partnership"	Coopération entre BlackRock, l'AFD, le ministère allemand de l'environnement et diverses fondations philanthropes (Hewlett, Grantham, Ikea) pour faciliter les investissements dans les infrastructures climatiques en Amérique Latine, Asie et Afrique.			
	Inter-American Development Bank, Blue Orange Capital, AFD	Public-privé	Adaptation	Création du "Fonds fiduciaire latino-américain pour la biodiversité"				
OP	Regions of Climate Action (R20), BlueOrchard Finance, GCoM, AfroChampions Initiative, Afreximbank	Public-privé	Atténuation	Création du "Subnational Climate Fund for Africa"	Le fonds soutiendra l'identification, le développement et le financement de projet de gestion de déchets, d'énergie renouvelable, d'efficacité énergétique, dans 15 pays africains.	\$1,4Md (sur 4 ans) dont \$350M du fonds directement		
	Fonds pour l'environnement mondial (FEM)	Public	Transversale	Annonce de nouveaux programmes de subventionnement de projets durables en Afrique		\$150M : Gestion durable des forêts (Bassin du Congo) \$125M : Alimentation et utilisation des sols \$50M : Lutte contre le commerce illégitime des espèces sauvages \$40M : Villes durables		
	EDF et sociétés africaines	Privé	Adaptation	Engagement à apporter l'électricité à 1M d'Africains d'ici 2020, hors réseau.				
	R20, Fondation DiCaprio, Africa Development Solutions Group, JCDecaux, Signify, Société Générale	Public-privé	Transversale	Création de la "Global Alliance for Smart Cities in Africa" (GASCA)	Développement d'un écosystème de lampadaires intelligents dans des villes d'Afrique			
	SolarPlaza, IRENA, AFD, Groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD)	Public-privé	Atténuation	Lancement du programme "Desert to Power"	Coalition de travail pour la conception de la plus vaste zone d'énergie solaire au monde au Sahel	\$10Md (à terme) : BAD et autres investisseurs		

ANALYSE #14 – PROGRAMME CLIMAT, ÉNERGIE et SÉCURITÉ / Février 2020

Edition	Parties à l'annonce	Typologie des acteurs	Stratégie	Intitulé	Détails	Nouvelles sommes annoncées	Evolution OPS 2	Evolution OPS 3
S3 Mars 19	AFD, Banque de commerce et de développement de l'Afrique orientale et australe (BCDAOA)	Public	Transversale	Ligne de crédit pour le financement de projets climatiques en Afrique orientale et australe		\$120M : AFD et BCDAOA		
	AFD, WWF, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)	Public-privé	Adaptation	Lancement d'une "Facilité biodiversité"	L'objectif est d'aider 16 pays africains à élaborer leurs stratégies nationales en matière de biodiversité	€10M : AFD		
	Banque Mondiale	Public	Transversale	Annonce du doublement du soutien de la WB pour l'action climatique en Afrique	50% sera dirigé vers l'adaptation et la résilience	\$22,5Md : Banque Mondiale (2021 - 2025)		
	Suède	Public	Adaptation	Financements de solution d'électrification hors-réseau en Afrique subsaharienne	Aux moyens de marchés publics à dimension sociale.	€60,3M : Suède		
	Fonds Livelihoods (Danone & Schneider, Crédit Agricole, Michelin, Hermès...)	Privé	Adaptation	Doublement du financement dans le projet "Hifadhi"	Distribution de "foyers améliorés" au Kenya pour limiter la consommation de bois des ménages.	€8M : Fonds Livelihoods		
	JCDecaux	Public-privé	Adaptation	JCDecaux rejoint "The Lion's share fund"	Initiative du PNUD pour encourager les annonceurs faisant l'usage de l'image d'un animal à reverser une contribution au fonds pour la préservation des espèces sauvages et des habitats.			
G7 Biarritz Août 19	32 entreprises de la mode (Kering, Chanel, Hermès, Nike, Adidas, H&M, Inditex, Carrefour...)	Privé	Atténuation	Création du "Fashion Pact"	Ensemble d'engagements déclaratifs en faveur du climat, de la biodiversité et des océans.			
Climate Action Summit Sept 19	30 entreprises "agriculture-centrique" (Danone, Unilever, McCain, Google, L'Oréal, Kellogg Company, Nestlé, Balbo Group...)	Privé	Atténuation	Création du "One Planet Business for Biodiversity"	Coalition d'acteurs qui s'engagent à agir pour assurer une meilleure protection de la biodiversité dans leur chaîne de valeur. Premier groupe d'actions/engagements doit être publié en juin 2020.			

ANALYSE #14

**L'INITIATIVE ONE PLANET : QUEL BILAN POUR UNE
GOUVERNANCE CLIMATIQUE MONDIALE LIBÉRALISÉE DANS
L'ÈRE POST-ACCORD DE PARIS ?**

PAR FRANCK MITHIEUX

ÉTUDIANT À IRIS SUP' EN GÉOPOLITIQUE ET PROSPECTIVE

FÉVRIER 2020

PROGRAMME CLIMAT, ÉNERGIE & SÉCURITÉ

Sous la direction de Bastien ALEX, chercheur à l'IRIS

alex@iris-france.org

© IRIS

Tous droits réservés

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercoeur

75011 PARIS/France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org